



## Paroles, paroles ?!

**Encore des mots, toujours des mots sur les mêmes « maux » !**

Ce vendredi 28 mars, M<sup>me</sup> Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics vient de réunir les syndicats douaniers.

Accompagnée de 3 conseillers et de 5 membres de la « haute » administration de la DGDDI, elle a accordé 1h30 de discussion, suivie après son départ d'1h30 d'échanges avec le DG & ses adjoints.



« Beau à entendre » peut rimer avec « méandres »...



**En réponse à notre déclaration** (cf ci après, pages 2 à 4), **M<sup>me</sup> la ministre :**

1°) formule une définition de la Douane en matière de Lutte contre la fraude (LCF) : « une force luttant contre la criminalité en mouvement ».

2°) indique qu'il faut être vigilant sur : « la protection du territoire, [...] notamment les Outre-mer »...  
...qui « peuvent faire l'objet de prédation de puissances ou d'organisations criminelles », en mentionnant en l'exemple du Groenland.

3°) Là dessus, elle fait une annonce : « il faut des douanes partout », insistant même : « il faut des forces partout » !



**SOLIDAIRES dit banco ! Mais nous ne nous payons pas de mots.**

Où est le plan (et l'argent !) de dotation massive de moyens ?

Où est la cartographie de couverture :  
– de l'ensemble des sous-préfectures (dont la ministre dit être une défenseuse, en tant qu'élue de cette France là) ;  
– et de la zone économique exclusive (ZEE) ?

Où sont les créations de moyens garde-côtes douaniers, totalement absents des Outre-mer des océans Indien et Pacifique ?



**Pire, la restructuration se poursuit !**

Le Transfert/abandon des missions fiscales (TMF) n'est pas abrogé.

Tandis que d'autres abandons s'y ajoutent. Ainsi il y a 4 jours, le lundi 24 mars, était publié un arrêté de restructuration<sup>1</sup>, actant la fermeture des bureaux de Saint-Brieuc et du Bourget.



**L'attractivité ? Renvoyée à plus tard. Post 2027 ?!**

Un chantier sur la rémunération : « ça va prendre un peu de temps »  
→ Ça fait 25 ans que le niveau de vie se dégrade en catégories C, B et début de A !

La retraite anticipée pour tous : « Ne pas insister là dessus »  
→ C'est pourtant une simple mesure technique que nous demandons : les parlementaires méconnaissant d'ailleurs la distinction de branche !!



**Le mot de la fin ? L'immobilisme !**

Dixit le DG : « à nous de pérenniser ce modèle » ajoutant en matière de TMF « vouloir rejouer le match ce serait désorganisant ».

Pour SOLIDAIRES, les solutions existent. Aussi bien celles qui ont fait leur preuve dans notre Histoire, que celles actuellement mises en œuvre par nos voisins !

<sup>1</sup> Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051383766>



## Une guerre économique sans munition ni soldat !

Madame la ministre,

Trois mois après votre prise de fonction, vous rencontrez les organisations syndicales de la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI).



Drapeau blanc... ?

**Cette audience ministérielle était demandée depuis la fin d'année dernière en parallèle des discussions sur le projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025).**

La loi de Finances est désormais passée, via 49-3<sup>2</sup>. Tant pis. Pas pour nous, mais pour le Pays.



### La guerre ? Budgétaire !

Notre diagnostic sur la dégradation des Comptes publics se vérifie, tandis que nos propositions de résorption de ceux-ci continuent d'être écartées.

**Avec 54,9 milliards d'euros<sup>3</sup>, la charge de la dette est le 1<sup>er</sup> poste budgétaire du pays.**

Devant les 50,5 milliards du budget du ministère des Armées.

À qui la faute ?!

**Désormais, s'il y a une guerre à entreprendre, c'est donc bien celle de la sécurisation des ressources budgétaires** afin de garantir :

- le financement des services publics et de la protection sociale,
- ainsi que la pérennité des politiques publiques, n'est-ce-pas ?!



### Moindres dépenses : pas pour les copains ?!

Depuis des décennies, les politiques gouvernementales se focalisent sur la diminution de la dépense.

**Une certaine diminution de la dépense...**

- ici en nombre de fonctionnaires ;
- là en nombre d'implantations !

**... Mais c'est une baisse *partielle* et surtout *partiale*, tout le monde n'étant pas logé à la même enseigne !**

- Sociologiquement, les effectifs de fonctionnaires diminuent en catégories C, B et même A... Mais explosent en A<sup>+</sup> !
- En parallèle, thématiquement la dépense explose aussi en matière de recours à des sociétés prestataires, dans l'informatique ou le conseil, pour des services trop souvent médiocres à l'usage (pannes, saisies démultipliées...) !!



(suite page suivante)

2 Article 49, alinéa 3 de la Constitution de 1958 : « Le Premier Ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. »

3 Source : <https://www.aft.gouv.fr/fr/budget-etat>



## Recettes hypothéquées : « *Un pour tous, tout pour rien !!!* »

En parallèle, les autorités successives se sont liées les mains en matière de recettes budgétaires.

**D'abord, les administrations de Bercy ont subi des coupes drastiques dans leurs effectifs :**

- pour la DGDDI : -33% depuis 40 ans !!
- pour la DGFIP : -28% depuis 15 ans !!

**Ensuite, le barème de la fiscalité a été révisé, délaissant les bases mobiles pour se concentrer sur celles immobilières !**

**Par exemple, les droits de douane (DD) applicables aux marchandises, définis au niveau de l'Union douanière européenne ont sans cesse diminué, pour s'établir à peine à un taux moyen d'un peu plus de 2%.**

**Enfin, des missions jusque là réalisées aisément (notamment la fiscalité énergétique) ont été transférées à une administration restructurée (la DGFIP) qui n'en était pas demandeuse !**

**C'est, en cohérence, que SOLIDAIRES est le seul syndicat à ne pas avoir signé l'accord de transfert des missions fiscales (TMF).**

**Son abrogation s'impose désormais, vu le contexte budgétaire !**



## Halte au dogmatisme ultra-libéral !

**Le résultat de ces politiques est calamiteux, aussi bien en matière de performances économiques, que de contrat social.**

**Outre leur immoralité, les cadeaux fiscaux faits de manière inconditionnelle aux grandes sociétés et fortunes sont inefficaces. Inutile d'être un « Mozart de la Finance » pour s'en rendre compte !**

- C'est le Fonds monétaire international (FMI) qui l'écrit en toutes lettres depuis une décennie (*voir encart ci-contre*).
- Analyse confirmée encore récemment par l'École d'économie et de sciences politiques de Londres (*London School of Economics and Political Science – LSE*)<sup>4</sup>.

**Dans la bataille de la mondialisation, la France souffre d'un déficit commercial chronique de plusieurs dizaines de milliards d'euros annuels. Après avoir perdu l'industrie textile, la pharmacie est en grand danger.**

**À la désindustrialisation succède la désagriculturation.** Dans ce domaine, seules la céréaliculture et la viticulture ont une balance commerciale excédentaire. Mais pour combien de temps encore ? Il importe de soutenir une compétitivité hors prix :

- qualité des produits chez les fabricants locaux (alignement sur les meilleurs standards environnementaux, pour préserver le foncier & la santé pour demain) ;
- contrôle douanier des différents opérateurs sur le marché !

**Il importe de réguler les flux commerciaux, car le narcotrafic suit les voies commerciales !** 60 à 80% des saisies annuelles sont réalisées par la DGDDI, car la DGDDI est positionnée sur les voies commerciales !

(fin page suivante)

**Théorie du ruissellement : invalidée à l'international !**

« Nous constatons :

- qu'augmenter la part des revenus des pauvres et de la classe moyenne stimule la croissance,
- tandis qu'une hausse de la part des revenus des 20 % les plus riches entraîne une croissance plus faible ;

*Autrement dit, lorsque les riches s'enrichissent, les bénéficiaires ne se répercutent pas.*

*Cela suggère que les politiques doivent être [...] axées sur l'augmentation de la part des revenus des pauvres et sur la prévention de l'érosion de la classe moyenne.*

*Pour lutter contre les inégalités, [...] dans les économies avancées, les politiques devraient se concentrer sur le renforcement du capital humain et des compétences et sur une fiscalité plus progressive. »*

Fonds monétaire international, 2015<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Source : École d'économie et de sciences politiques de Londres, Institut international des inégalités, *Les conséquences économiques des baisses d'impôts majeures pour les riches*, décembre 2020.

Disponible ici : [http://eprints.lse.ac.uk/107919/1/Hope\\_economic\\_consequences\\_of\\_major\\_tax\\_cuts\\_published.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/107919/1/Hope_economic_consequences_of_major_tax_cuts_published.pdf)

<sup>5</sup> Source : Fonds monétaire international, *Causes et conséquences des inégalités de revenus : une perspective mondiale*, juin 2015

Disponible ici : <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Causes-and-Consequences-of-Income-Inequality-A-Global-Perspective-42986>



# Moteur franco-allemand ? La France ne tourne pas rond !

À l'exception d'un seul article (l'article 3bis, sur l'accès aux données des entreprises de logistique), la proposition de loi sur le narcotrafic est muette sur cette dimension. Le renforcement des moyens douaniers est la solution.

Pour rappel, la Douane allemande est dotée de 48 000 agents<sup>6</sup>. À due proportion de la population, les Douanes françaises devraient être dotées de 40 000 agents.

Et encore, nous sommes modérés, utiliser un autre critère, celui de la géographie (kilomètres de frontière, superficie), nous amènerait au seuil de 100 000 (sans compter la zone économique exclusive – ZEE) !

Nous voyons là l'ampleur du bond à franchir. Nombre d'objectifs pourraient être atteints :

- sécurisation effective des bâtiments et des biens sensibles par une présence physique 24h/24 d'agents armés !
- égalité de service public par une présence dans tous les départements !
- formation de haut niveau !
- lutte contre la fraude (LCF), etc.

Critères		France	Allemagne
<b>Effectifs douaniers actuels</b>		<b>16 500</b>	<b>48 000</b>
 <b>Population</b>	Totale (2025)	68,606 millions	84,075 millions
	Taux de douaniers	1 douanier pour 4158 h.	1 douanier pour 1 751 h.
	Effectifs totaux si application du <b>standard allemand</b>	<b>39 181 !</b> (2,37 x plus qu'actuellement) !	48 000
 <b>Pourtour</b>	Kilomètres de frontière (terrestre et maritime)	23 265 kms	6 010 kms
	Taux de douaniers	0,71 douanier pour 1 km de frontière	7,99 douaniers pour 1 km de frontière
	Effectifs totaux si application du <b>standard allemand</b>	<b>185 300</b> (11,2 x plus qu'actuellement) !	48 000
 <b>Superficie terrestre</b> (hors Terre Adélie en Antarctique)	Kilomètres de frontière	672 051 km <sup>2</sup>	357 114 km <sup>2</sup>
	Taux de douaniers	1 douanier pour 41 km <sup>2</sup>	1 douanier pour 7,4 km <sup>2</sup>
	Effectifs totaux si application du <b>standard allemand</b>	<b>90 100</b> (5,5 x plus qu'actuellement) !	48 000
 <b>Parité stratégique</b>		<b>48 000</b> (2,9 x plus qu'actuellement) !	48 000



## Les Douanes sont une partie de la solution !

Ce dont est victime dans sa chair le corps social français, c'est la destruction de l'État-providence. La ruralité n'en peut plus de la désertification des territoires.

Les zones périurbaines et les quartiers n'en peuvent plus de l'éloignement des services publics.

La population n'en peut plus d'avoir à subir, annuellement, 80 à 100 milliards de fraude fiscale. Si cette somme était recouvrée chaque année, le problème de la dette serait réglé en à peine plus de 2 décennies.

Bref, les gens n'en peuvent plus : pour preuve le dernier *tableau de bord de la transformation de la France (TBTF)*<sup>7</sup>, véritable camouflet pour la politique menée ces 8 dernières années !

Les personnels douaniers sont prêts à contribuer pour récolter cette somme en priorité.

Mais encore faut-il leur en donner l'envie et les moyens. Donc garantir *a minima* et entre autres :

- 1°) une carrière en catégorie A aux personnels informaticiens et de la branche Surveillance (SURV). Et ici nous ne faisons ni l'aumône ni la révolution.
  - Repyramider la fonction de chef d'équipe (CDE), afin d'avoir le même taux d'encadrement en SURV qu'en opérations commerciales (OPCO), représente à peine 3000 agents de catégorie A supplémentaires !
  - Cela peut s'effectuer aisément avec un plan de qualification, pluriannuel, sur volontariat, via des campagnes d'examen professionnel !!
- 2°) un droit à un départ anticipé en retraite pour tous les personnels, c'est-à-dire dans la branche opérations commerciales (OPCO) et pas seulement en Surveillance (SURV). Le déploiement du dispositif d'alarme pour travailleur isolé (DATI) *Wary Me* est l'aveu que c'est un métier à risques !

La délégation SOLIDAIRES Douanes, le vendredi 28 mars 2025

6 Source : [https://www.zoll-karriere.de/KP/DE/Der\\_zoll.html](https://www.zoll-karriere.de/KP/DE/Der_zoll.html) . Notre analyse ici : <https://solidaires-douanes.org/Guide-effectifs>

7 Source : Cabinet NO COM, IFOP, 26/03/2025 :

Disponible ici : <https://www.nocom.com/le-tableau-de-bord-de-la-transformation-de-la-france-tbtf-13eme-edition/>